



Strasbourg, le 16 novembre 2018

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°341-2018 du 16 novembre 2018

Séance du : 16 novembre 2018
Sous la présidence de : Michel Samuel-Weis – Vice-Président

Ont assisté à la séance : 14 membres
Absents excusés : 14 absents excusés dont 5 pouvoirs
Absent non excusé : /

Présents :

Rosalie BEHRA, Azzedine BOUFRIOUA, Cora FRANÇOIS, Bernard GOY, Ilana ISEHAYEK, Brice JEANNIN, Ange-Frédéric KOFFI, Amy LIN, Sara MARGUIER, Gilles OLTZ, Pauline ROUGIER, Michel SAMUEL-WEIS, Gérard STARCK, Darek SZUSTER.

Pouvoirs :

Jean-Luc BREDEL donne pouvoir à Darek SZUSTER
Nicolas MATT donne pouvoir à Azzedine BOUFRIOUA
Ada REICHHART donne pouvoir à Sara MARGUIER
Catherine TRAUTMANN donne pouvoir à Michel SAMUEL-WEIS
Jean VERNE donne pouvoir à Bernard GOY

Absents excusés :

Jean-Luc BREDEL, Alain FONTANEL, Camille GANGLOFF, Fabienne KELLER, Sophie KOHLER, Pascal MANGIN, Nicolas MATT, Henri METZGER, Annick NEFF, Ada REICHHART, Éric SCHULTZ, Benoît TOCK, Catherine TRAUTMANN, Jean VERNE.

1er point de l'ordre du jour : Débat d'orientations budgétaires 2019Délibéré

Le Conseil d'administration
après en avoir délibéré :

Le Conseil d'administration
Vu l'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article L 1111-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
prend acte
de la tenue du débat d'orientations budgétaires 2019
de la Haute école des arts du Rhin.

Vote

Votants : 19
Pour : 19
Contre : -
Abstention : -

Adopté

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le 18 décembre 2018
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le 18 décembre 2018 à 17 heures.

Michel Samuel-Weis
Vice-Président

REÇU EN PREFECTURE

le 19/12/2018

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20181116-2018_341-DE



Délibération du Conseil d'administration

N°341-2018 du 16 novembre 2018

Objet : Débat d'orientations budgétaires 2019

Le Débat d'Orientations Budgétaire (DOB) a pour but de renforcer la démocratie participative en instaurant une discussion au sein de l'assemblée délibérante sur les priorités et les évolutions de la situation financière de l'établissement.

Il améliore l'information transmise à l'assemblée et donne également aux membres du Conseil d'administration la possibilité de s'exprimer sur la situation financière de l'établissement. Il doit se concevoir comme un outil de communication financière associant l'ensemble des membres du CA.

Le débat de cette année intervient au moment où la Chambre régionale des comptes vient de rendre son rapport sur la gestion de l'établissement et où un nouveau contrat d'objectifs et de moyens doit être conclu pour la période 2019-2021.

S'appuyant sur une présentation du bilan financier du premier contrat d'objectifs et de moyens (première partie), le DOB 2019 permettra de poser le cadre pluriannuel dans lequel s'inscrivent les discussions qui viennent de s'engager avec les membres fondateurs pour préparer le contrat à venir (deuxième partie).

Première partie : la situation financière de l'établissement à l'arrivée à échéance du premier contrat d'objectifs et de moyens

Pour permettre aux membres fondateurs de suivre l'exécution budgétaire du contrat d'objectifs et de moyens et de procéder à une évaluation de sa mise en œuvre, une projection financière pluriannuelle par chapitre y avait été annexée.

La mise en perspective de ces projections avec les réalisations constatées au travers des différents comptes administratifs permet de mesurer la capacité de la HEAR à tenir ses engagements en termes de maîtrise des dépenses de fonctionnement (I) et à dégager de nouvelles ressources pour compenser le retrait, ou la baisse, de différentes contributions publiques (II)

I. La capacité de l'établissement à tenir ses engagements en matière de dépense de fonctionnement

		2015	2016	2017	2018
Charges à caractère général	Prévu dans le COM	1 385 659,00 €	1 413 372,18 €	1 441 639,62 €	1 470 472,42 €
	Réalisé	1 309 800 €	1 545 907 €	1 497 236 €	1 500 000,00€
Charges de personnel	Prévu dans le COM	8 052 886,00 €	8 075 000,00 €	8 095 000,00 €	8 110 000,00 €
	Réalisé	7 488 410 €	7 694 054 €	7 896 669 €	7 850 000,00 €
Autres charges	Prévu dans le COM	131 480,00 €	135 000,00 €	135 000,00 €	135 000,00 €
	Réalisé	96 556 €	123 004 €	129 523 €	150 000,00 €
Total dépenses réelles	Prévu dans le COM	9 570 025,00 €	9 623 372,18 €	9 671 639,62 €	9 715 472,42 €
	Réalisé	8 894 766,00 €	9 362 965,00 €	9 523 428,00 €	9 500 000,00€

Globalement, la HEAR est parvenue à respecter le cadrage financier fixé par le contrat d'objectifs et de moyens en termes de dépenses de fonctionnement, même si cette tendance générale masque des évolutions contrastées en fonction des chapitres budgétaires.

A. La progression « relative » des charges générales

Le dépassement sensible des prévisions constaté au niveau du chapitre 011 depuis 2016 (charges générales) résulte de la mise en œuvre du programme exceptionnel d'actions pédagogiques et de recherche financé par l'épargne constituée lors des premiers exercices budgétaires ainsi que de l'intensification de la circulation entre les sites ou encore de la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement des membres de jurys de diplômés.

Pour le reste, les charges courantes sont maîtrisées voire en diminution sur la période :

	2013	2015	2017	2018
Gaz/électricité	229 329 €	206 168 €	188 625 €	190 000€
Entretien des bâtiments	90 090 €	95 746 €	101 552 €	101 000 €
Frais de télécommunication	91 346 €	82 108 €	53 322 €	40 000€
Fournitures administratives	17 275 €	12 097 €	9 127 €	10 870 €
Déplacements	64 703 €	72 867 €	78 731 €	69 000 €

B. La maîtrise globale des charges de personnel

Après deux années consécutives de hausse importante en 2016 et 2017, le chapitre des frais de personnel devrait se stabiliser en 2018, à un niveau inférieur aux prévisions mentionnées dans le contrat d'objectifs et de moyens.

Cette stabilisation remarquable résulte de la conjugaison de facteurs externes à l'établissement (gel du point d'indice et report de la phase 2 du Protocole Parcours Carrières et Rémunération) mais également de mesures d'adaptation volontaristes des effectifs. C'est ainsi que les efforts de rationalisation et de mutualisation des services administratifs et techniques de l'établissement décidés à l'occasion du débat d'orientations budgétaires 2018 (réorganisation des régies techniques/services administratifs des deux sites d'arts plastiques) ont permis de compenser le Glissement Vieillesse Technicité lié à l'évolution des carrières des agents.

C. Les autres charges diverses

Le dernier chapitre budgétaire (autres charges) connaît sur la période une évolution conforme aux prévisions. Il intègre des dépenses facilement prévisibles (subventions, versement de bourses, contribution d'équilibre au budget annexe).

II. La capacité de l'établissement à faire face à la diminution des subventions publiques locales

		2015	2016	2017	2018
Ville de Strasbourg	Prévu dans le COM	5 600 000,00 €	5 575 000,00 €	5 575 000,00 €	5 575 000,00 €
	Réalisé	5 600 000,00 €	5 575 000,00 €	5 575 000,00 €	5 575 000,00 €
Ville de Mulhouse	Prévu dans le COM	1 867 125,00 €	1 867 125,00 €	1 867 125,00 €	1 867 125,00 €
	Réalisé	1 867 125,00 €	1 867 125,00 €	1 867 125,00 €	1 867 125,00 €
Ville de Mulhouse soutien Design	Prévu dans le COM	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
	Réalisé	50 000,00 €	0,00 €	0,00 €	
DRAC (AP+CFPI)	Prévu dans le COM	752 760,00 €	752 760,00 €	752 760,00 €	752 760,00 €
	Réalisé	752 760,00 €	759 000 €	759 000 €	758 000,00€
DRAC recherche	Prévu dans le COM	27 100,00 €	25 000,00 €	30 000,00 €	35 000,00 €
	Réalisé	86 094 €	46 300 €	78 800 €	83 300,00€
MCC (musique)	Prévu dans le COM	389 900,00 €	389 900,00 €	389 900,00 €	389 900,00 €
	Réalisé	389 900 €	389 900 €	439 900 €	439 900,00 €
Département	Prévu dans le COM	70 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €	50 000,00 €
	Réalisé	72 000,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00
Région	Prévu dans le COM	60 000,00 €	105 000,00 €	115 000,00 €	130 000,00 €
	Réalisé	88 000 €	116 000 €	111 422 €	114 900,00 €
Recettes propres de la HEAR	Prévu dans le COM	566 300,00 €	599 300,00 €	632 300,00 €	666 000,00 €
	Réalisé	569 600 €	628 493 €	762 329 €	735 000,00 €
Autres (Erasmus, CNL, Institut Français...)	Prévu dans le COM	82 000,00 €	90 000,00 €	100 000,00 €	110 000,00 €
	Réalisé	130 338 €	131 370 €	193 117 €	130 000,00 €
Reprise sur résultats antérieurs	Prévu dans le COM	104 840,00 €	169 287,00 €	159 554,00 €	139 687,00 €
	Réalisé	0,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00
Total	Prévu dans le COM	9 570 025,00 €	9 623 372,00 €	9 671 639,00 €	9 715 472,00 €
	Réalisé	9 605 817,00 €	9 513 188,00 €	9 786 693,00 €	9 703 325,00 €

Depuis la conclusion du contrat d'objectifs et de moyens, la HEAR a dû faire face au désengagement total du Département du Bas Rhin (- 141.000€) et au tassement des contributions de fonctionnement versées par les deux villes fondatrices (- 50.000 € pour Mulhouse et – 25.000€ pour Strasbourg).

Ces pertes de ressources ont conduit l'établissement à engager une réforme de ses droits d'inscription (+150.000€), à renégocier les termes et le montant du partenariat avec la Région (+50.000€) et à enclencher une démarche de diversifications de ses ressources par une mobilisation croissante de fonds privés, des dispositifs d'appel à projets initiés par le Ministère de la culture et des crédits Idex gérés par l'Université.

Dans le même temps, elle a pu bénéficier de l'accompagnement financier de l'Etat pour le rapprochement de la HEAR avec l'Université et le développement de ses programmes et unités de recherche. Elle a, en outre, pu bénéficier d'une aide, pour l'heure exceptionnelle, à la mise en place du Diplôme d'Etat (50.000€) en 2017 et 2018.

et, plus récemment, d'une aide à la mise en place d'un dispositif d'accompagnement professionnel des jeunes designers (37.000€).

L'ensemble de ces mesures a permis à la HEAR de faire progresser sur la période son niveau de ressources global et de ne pas avoir à mobiliser ses réserves pour financer son train de vie.

Deuxième partie : quelles orientations possibles sur le plan budgétaire à l'horizon 2021 ?

A l'occasion de la réunion de lancement des discussions relatives au renouvellement du contrat d'objectifs et de moyens, les membres fondateurs ont unanimement réaffirmé leur attachement au modèle pédagogique de l'école et à la diversité de son offre de formation. Convaincues que la présence sur le territoire d'une des plus grandes écoles françaises d'enseignement supérieur en arts plastiques et en musique constitue un facteur d'attractivité et de rayonnement, elles ont également réaffirmé le rôle de l'école en matière de développement territorial et de cohésion sociale à l'échelle du Rhin supérieur.

S'il convient de décliner les orientations budgétaires de l'établissement en cohérence avec cette ambition renouvelée (II), il importe également, en parallèle, de prendre en compte la réalité du contexte financier dans lequel évolue l'établissement, réalité qui milite en faveur de la poursuite de la rigueur de gestion et du renforcement de ses sources de financement propres (I)

I. Prendre en compte la réalité du contexte financier

La crédibilité de la HEAR dans les négociations qui débutent avec les membres fondateurs passe, en premier lieu, par la réaffirmation de son engagement à gérer de la façon la plus efficiente possible les moyens mis à sa disposition, tout en poursuivant ses démarches de diversification de ses recettes.

A. Exploiter la diversité des ressources propres de l'établissement

La période 2015-2018 aura été marquée par une augmentation continue des ressources propres de l'établissement de l'ordre de 8% par an essentiellement liée à la réforme des droits d'inscription menée en 2016 (+ 150.000€). La HEAR s'étant engagée à ne plus mobiliser ce levier durant au moins 5 années, le maintien de cette dynamique vertueuse passera par une exploitation optimale de la diversité des ressources propres mobilisables.

1. Une nouvelle étape dans la politique HEAR-entreprise

Stimulante sur le plan pédagogique, la politique de rapprochement avec les PME et PMI régionales initiée par la HEAR depuis 2015 a non seulement facilité la diffusion des savoir-faire et des approches artistiques dans le secteur industriel et commercial mais également permis de drainer de nouvelles ressources au profit de l'établissement. Après une progression rapide des concours financiers directs (40.000€) et des apports en produits ou en compétences (pour une valeur équivalente), la HEAR a décidé de structurer ce nouveau volet de son action au sein d'un service communication et développement renforcé et d'entamer un rapprochement avec la Fondation de l'Université. Rompue aux techniques de levées de fonds et disposant d'un large réseau d'entreprises partenaires, la fondation apportera son expertise et permettra à l'école d'amplifier son action dans un cadre juridique sécurisé, l'objectif étant à moyen terme d'augmenter de 50% les sommes collectées (objectif 2021 : +20.000€).

2. Optimiser la mobilisation des programmes internationaux

Avec 124 écoles partenaires dans le monde et son inscription dans 3 réseaux internationaux (AEC, ELIA, Cumulus), la HEAR porte une attention croissante à l'ouverture internationale de ses enseignements. Au-delà des traditionnelles mobilités entrantes et sortantes d'étudiants et d'enseignants, cette ouverture au monde se traduit également par des voyages pédagogiques, des workshops transfrontaliers, par des résidences et masterclasses internationales ou au travers de la participation à des salons à l'étranger.

Pour autant, la HEAR ne mobilise pas encore de manière optimale les dispositifs financiers susceptibles d'accompagner son internationalisation. La récente prise de poste d'une chargée de mission « développement international » permettra de remédier à cette situation et de dégager de nouvelles marges de manœuvre pour l'établissement (objectif 2021 : +10.000€).

3. Politique de formation continue : transformer l'essai

Le récent bilan de l'expérience mené par la HEAR en matière de formation continue des artistes auteurs laisse augurer, à court terme, une probable couverture des charges du budget annexe par ses ressources propres et, à moyen terme, des perspectives de résultats excédentaires.

Si cette tendance devait se confirmer, elle bénéficierait doublement au budget général. Sa section de fonctionnement se verrait en effet :

- Allégée, en dépenses, des contributions d'équilibre versées ces 3 dernières années au budget annexe pour soutenir le démarrage de l'activité (- 30.000€ en moyenne)
- Renforcée, en recettes, par la croissance de la contribution du budget annexe au budget général, laquelle est assise sur le chiffre d'affaires du service (objectif 2021 : + 10.000€)

4. La relance des ateliers publics

A la demande des collectivités fondatrices, l'offre d'ateliers publics proposée par l'école au public amateur sur les deux sites d'arts plastiques (cours du soir) fera l'objet d'une campagne de communication renforcée et d'une meilleure articulation avec les programmes et les tarifs pratiqués par les autres opérateurs locaux. Le retour au niveau de recettes enregistré en 2015 constitue un objectif raisonnablement atteignable (objectif 2021 : + 15.000€).

B. Maintenir l'efficacité de gestion pour contenir l'évolution des charges

Mettant en relation la maîtrise des coûts et la stabilité des moyens financiers alloués à l'établissement avec l'évolution favorable d'une batterie d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs, la Chambre Régionale des Comptes avait conclu à une « amélioration de l'efficacité de la gestion de l'établissement » entre 2012 et 2016.

Au regard de la morosité du contexte économique et budgétaire général, la HEAR devra poursuivre, dans les trois années à venir, cette recherche d'efficacité pour maintenir la qualité de son offre de formation, voire en étendre la diversité avec l'organisation de nouveaux cursus en musique : habilitation en cours d'un nouveau DNSPM direction d'ensemble, transfert des diplômes de spécialisation musicale du CRR vers l'académie supérieure de musique.

Si l'essentiel des actions possibles sur les charges générales de fonctionnement a déjà été entrepris ces cinq dernières années avec des économies substantielles à la clé (renégociation des marchés de fourniture de fluide, régulation des systèmes de production de chauffage, valorisation des déchets, remplacement des sources lumineuses, autonomisation informatique), la maîtrise des coûts pour la période 2019-2021 passera par une intensification des efforts de mutualisation ainsi que par une gestion très fine de la masse salariale.

1. Amplifier la logique de mutualisation

D'une efficacité avérée sur le plan de l'organisation administrative - la mutualisation de services supports de l'établissement a permis de financer son autonomisation à moyens constants - la logique de mutualisation doit s'envisager de manière encore plus importante qu'aujourd'hui dans le champ pédagogique. A l'instar de ce qui se pratique depuis la création de la HEAR entre le Conservatoire et l'Académie supérieure de musique, le partage de moyens, l'organisation commune d'évènements, de déplacements ou d'enseignements mériteraient d'être amplifiés en exploitant les potentialités offertes par les différents réseaux auxquels l'école est connectée.

➤ Le réseau universitaire

Dans la continuité des programmes de conférences communs entre la faculté des arts et la HEAR, des parcours articulés pour l'enseignement supérieur de la musique, des échanges d'enseignement entre la faculté de médecine, la faculté de chirurgie dentaire et l'atelier didactique visuelle, les potentialités de collaboration avec les établissements du site alsacien sont particulièrement prometteuses.

Au-delà des croisements interdisciplinaires particulièrement féconds, ces rapprochements permettent de partager des coûts d'enseignement ou des budgets de production mais également de mobiliser des dispositifs financiers très intéressants.

A titre d'exemple, une collaboration pluriannuelle entre l'option art-objet de la HEAR et la faculté des sciences historiques permettra de financer intégralement (31.000€) un programme pluriannuel (2018-2020) d'ateliers ouverts aux étudiants des deux établissements orientés vers la prise de contact avec un matériau, les savoirs et savoir-faire associés et conjuguant une approche à la fois historique, technique et artistique sur la verrerie, la forge, la céramique et la bijouterie.

Sur un tout autre plan, l'intégration de la HEAR dans le site alsacien de l'enseignement supérieur lui permettra par ailleurs d'envisager des mutualisations structurelles et de répondre à des enjeux organisationnels ou réglementaires à moindre coût, tels que :

- Le rattachement de la médiathèque du site d'arts plastiques de Strasbourg au système d'information documentaire de l'Université suite à l'autonomisation informatique de l'établissement et dans la perspective de la création du centre de ressources documentaires intégré de la Manufacture des tabacs
- L'embauche partagée sous l'égide de l'UHA et en collaboration avec l'ENSAS et l'INSA, d'un Délégué à la protection des données personnelles imposées par la réglementation européenne

➤ Le réseau Alsace tech

Les proximités naturelles avec certaines composantes universitaires (faculté des arts) n'excluent pas des rapprochements avec des établissements a priori plus éloignés du champ d'activité habituel de la HEAR, tels que des écoles d'ingénieurs. Facilitées depuis l'intégration de l'établissement dans le réseau Alsace tech, ces collaborations sont appelées dès 2019 à dépasser le cadre de projets ponctuels pour se concrétiser dans des échanges d'enseignements annuels à l'instar de la récente convention de partenariat entre l'option design et l'ENSISA approuvée par le Conseil d'administration lors de sa dernière réunion et financièrement soutenue par la Région Grand Est.

➤ Le réseau des écoles d'art du Grand Est

La HEAR a profité de la réforme territoriale et de l'émergence de la grande Région pour repenser ses relations et son mode de collaboration avec les 3 autres écoles supérieures d'art du Grand Est (l'ESAL de Metz/Epinal, l'ESAD de Reims, l'ENSAD de Nancy).

Sur la base d'une stratégie territoriale partagée et formalisée dans un livre blanc en 2015, l'association des écoles d'art du Grand Est permet de concevoir et d'organiser de multiples actions communes dont les coûts peuvent être partagés telles que la participation à des salons internationaux, l'organisation de workshops ou d'expositions. Dans les toutes prochaines semaines, elle permettra aux établissements de mutualiser une partie de leur politique d'accompagnement à l'après diplôme avec la mise en ligne d'une plateforme numérique de professionnalisation. Vecteur d'économies ce type d'actions conjointes, bénéficie également de soutien financier spécifique de la part de l'Etat ou de la Région Grand Est.

2. La poursuite d'une gestion rigoureuse des ressources humaines

Premier centre de coût de l'établissement, la masse salariale constitue le principal point de vigilance de la HEAR dans la définition de sa stratégie financière.

Si depuis sa création la HEAR est parvenue à contenir ses charges de personnel, les tensions qui ont affecté ce chapitre budgétaire en 2016 et 2017 et les perspectives d'évolution liées à la structure de ses effectifs mais également aux récentes réformes statutaires incitent à la plus grande prudence.

C'est ainsi que des simulations financières précises réalisées par le service des ressources humaines pour évaluer l'impact du déroulement de carrière des agents et de la mise en œuvre de la phase 2 du protocole « parcours professionnels, carrières et rémunérations » (dit PPCR) met en évidence pour le seul exercice 2019, hors augmentations de cotisations sociales, une charge nette supplémentaire de près de 70.000 €.

	PPCR	GVT	Total
Personnel titulaire	14 000,00 €	31 000,00 €	45 000,00 €
Personnel contractuel		18 000,00 €	18 000,00 €
Total	14 000,00 €	49 000,00 €	63 000,00 €

Cette évolution mécanique et cumulative dans le temps des charges de personnel pourrait être amplifiée sur la période par l'expression de revendications émanant des partenaires sociaux (une demande de majoration de la participation de la collectivité aux dépenses de transports publics et/ou par cycle) ainsi que par la publication de réformes statutaires revalorisant le statut des enseignants ou leur régime indemnitaire.

Dans ce contexte, en complément de l'engagement de l'établissement à poursuivre ses efforts de rationalisation de l'organisation des services, de recalibrage des postes ou de remplacement non systématique des départs, la question de l'adaptation du niveau de la contribution des membres fondateurs vient clairement d'être posée par l'établissement dans le cadre des négociations relatives à la prochaine convention d'objectifs et de moyens.

II. Adapter le niveau de contribution des membres fondateurs à l'ambition affichée

La satisfaction exprimée par les membres fondateurs à l'occasion de la présentation du bilan de la convention d'objectifs et de moyens 2015-2018 et la confirmation de l'ambition assignée à l'établissement tant en matière d'enseignement initial qu'en matière de développement territorial pour les trois années à venir ont conduit la HEAR à proposer une actualisation de leurs engagements financiers respectifs lors de la réunion de lancement des négociations qui s'est tenue le 13 septembre dernier.

A. Un retour des contributions des Villes à leur niveau de 2014

Consciente du contexte financier très contraint dans lequel évolue ses collectivités fondatrices et notamment des engagements souscrits auprès de l'Etat pour contenir l'évolution de leurs propres dépenses de fonctionnement sous la barre des 1,5% par an, la HEAR a sollicité une adaptation mesurée du niveau de contributions des villes de Strasbourg et Mulhouse.

Plus précisément, cette adaptation consisterait en un retour des contributions des deux villes à leur niveau de 2014, soit une augmentation de 50.000 € pour la Ville de Mulhouse et de 25.000 € pour la Ville de Strasbourg.

Au-delà du partage de l'évolution de la charge financière du personnel transféré à l'établissement, cet ajustement répondrait :

- Pour la Ville de Mulhouse, à la montée en puissance du site haut-rhinois depuis le transfert de l'option Design et la mise en œuvre de mesures destinées à renforcer l'attractivité du site,
- Pour la Ville de Strasbourg, à la progression des effectifs de l'Académie supérieure de musique et à l'élargissement de l'offre de formation à la faveur de la mise en place du Diplôme d'Etat en 2016 et d'un nouveau DNSPM Direction d'ensemble en 2019.

B. Une pérennisation du renforcement du soutien de l'Etat

En marge de la poursuite du financement de certaines politiques ou actions par le biais d'appels à projets (unités de recherche, dispositifs de professionnalisation, mesures de rapprochement avec l'Université,...), la HEAR a officiellement saisi l'Etat de l'intégration du soutien exceptionnel apporté depuis 2017 pour la mise en place du Diplôme d'Etat (50.000€) dans sa subvention de fonctionnement annuelle ainsi que la compensation des frais de transport et d'hébergement des membres de jurys de diplômes que l'Etat s'est engagée à lui verser suite au transfert de leur organisation (15.000€).

C. L'intégration d'une clause de revoyure dans le contrat d'objectifs et de moyens

Dans un souci de prudence et de préservation de la soutenabilité financière de l'établissement, la HEAR a également proposé d'intégrer dans le contrat d'objectifs et de moyens, une clause de revoyure susceptible d'être activée en cas de modification substantielle de l'équilibre du contrat et notamment en cas d'adoption d'une réforme du statut des Professeurs Territoriaux d'Enseignement Artistique ou de modification de la répartition des enseignements entre le Conservatoire et l'Académie Supérieure de Musique (transfert des diplômes de spécialisation).

III. Synthèse

Au vu des développements précédents, les orientations budgétaires pourraient être synthétisées de la manière suivante en fonctionnement et en investissement :

A. Les orientations en matière de fonctionnement

		08 2019	2020	2021
Fonctionnement courant	Charges à caractère général	1 500 000,00 €	1 510 000,00 €	1 520 000,00 €
	Charges de personnel	8 050 000,00 €	8 100 000,00 €	8 150 000,00 €
	Autres charges	110 000,00 €	110 000,00 €	100 000,00 €
	Total dépenses réelles	9 660 000,00 €	9 720 000,00 €	9 770 000,00 €
	Ville de Strasbourg	5 600 000,00 €	5 600 000,00 €	5 600 000,00 €
	Ville de Mulhouse	1 915 000,00 €	1 915 000,00 €	1 915 000,00 €
	DRAC (AP+Regroup)	748 000,00 €	748 000,00 €	748 000,00 €
	DRAC recherche + AAP	40 000,00 €	40 000,00 €	40 000,00 €
	MCC (musique)	439 900,00 €	439 900,00 €	439 900,00 €
	Région	110 000,00 €	120 000,00 €	125 000,00 €
	Recettes propres de la HEAR	730 000,00 €	747 100,00 €	777 100,00 €
	Autres (Erasmus, Idex, Institut Français...)	105 000,00 €	110 000,00 €	125 000,00 €
	total recettes réelles	9 687 900,00 €	9 720 000,00 €	9 770 000,00 €
	Programme exceptionnel d'actions pédagogiques et de projets de recherche	48 499,00 €	48 499,00 €	0,00 €
	total reprise sur excédent	48 499,00 €	48 499,00 €	0,00 €

B. Les orientations en matière d'investissement

Si les dépenses d'aménagement et de grosse maintenance des bâtiments relèvent des compétences directes des deux villes fondatrices, la HEAR a, en revanche, la charge de l'acquisition et du renouvellement des biens meubles de l'établissement, qu'il s'agisse du matériel pédagogique, des machines, du mobilier et des équipements de bureau. A cet effet, elle bénéficie d'une subvention de 190.500 € de la part de la Ville de Strasbourg et de 59.500€ de la part de la Ville de Mulhouse. En outre, le tableau ci-dessous reprend les orientations arrêtées par l'assemblée s'agissant de l'affectation de l'excédent reporté à des dépenses d'aménagement de deux sites d'arts plastiques (solde de la subvention d'équipement versée à la ville de Mulhouse pour la modernisation du site et provision pour l'équipement de la Manufacture des Tabacs)

		08 2019	2020	2021
Investissements courants	Immobilisations incorporelles	20 000,00 €	20 000,00 €	20 000,00 €
	Immobilisations corporelles	230 000,00 €	230 000,00 €	230 000,00 €
	Total dépenses réelles	250 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €
	Ville de Strasbourg	190 500,00 €	190 500,00 €	190 500,00 €
	Ville de Mulhouse	59 500,00 €	59 500,00 €	59 500,00 €
	total recettes réelles	250 000,00 €	250 000,00 €	250 000,00 €
mobilisation de l'excédent	Manufacture		383 500,00 €	383 500,00 €
	Travaux SAPM (phase 2)	50 000 €		
	Total dépenses réelles	300 000,00 €	633 500,00 €	633 500,00 €
	Reprise sur Excédent	50 000,00	383 500,00 €	383 500,00 €
	total recettes réelles	300 000,00 €	633 500,00 €	633 500,00 €

REÇU EN PREFECTURE

le 19/12/2018

Application agréée E-leg@lité.com

99_DE-067-200028124-20181116-2018_341-DE